NOTE A L'ATTENTION DES HONORABLES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

1) Nous, membres du bureau politique du MAPAR *(«Miaraka amin'ny Prezidà Andry Rajoelina»*), remercions les honorables membres de la communauté internationale pour l'intérêt qu'ils portent à l'évolution de la situation politique à Madagascar et pour leur soutien indéfectible au peuple malagasy dans la recherche de moyens adéquats afin de résoudre la crise dans laquelle le pays est actuellement plongé.

2) Nous réaffirmons notre attachement aux principes universels inaliénables de la démocratie et des droits humains ainsi qu'à la Constitution de la République dont nous sommes les pères fondateurs.

3) Cependant, nous tenons à alerter les membres de la communauté internationale sur la situation quasi-explosive que connaît Madagascar aujourd'hui, due principalement au refus du régime du Président Rajaonarimampianina de respecter la Constitution et les valeurs de la démocratie pluraliste.

4) Cette réticence à respecter la Constitution et lois de la République par le Président de la République et toute son équipe a déjà été démontrée et dénoncée à plusieurs reprises si bien que plusieurs mouvements de contestation, regroupant une large majorité de toutes les composantes de la nation (partis politiques, syndicats, associations, notables, clergé, étudiants, membres de la société civile, simples citoyens…), ont vu le jour.

5) Ces mouvements ont d'abord agi et dénoncé les abus du régime chacun à leur propre initiative. Mais force est aujourd'hui de constater que ceux-ci, sous l'impulsion des partis politiques dont le MAPAR, se sont réunis au sein d'une plateforme unique, *MITSANGANA RY MALAGASY*
(debout citoyens malagasy), afin de constituer une force immuable contre la tentative du chef de l'État d'instaurer une dictature à Madagascar.

6) Nous tenons à préciser que la création de cette plateforme n'a pas vocation à renverser le pouvoir par des moyens anticonstitutionnels contrairement à ce que pensent les tenants du pouvoir. Elle a été formée afin de mettre sur la place publique le débat du respect de l'État de droit et de la démocratie à Madagascar, et de pallier aux défaillances des institutions qui n'exercent plus leur rôle de contre-pouvoir et qui semblent être totalement à la botte du Président de la République au détriment de l'intérêt supérieur de la Nation.

7) Aussi, pour ce faire, la plateforme utilise les moyens qui lui sont garantis par la Constitution ainsi que par les droits et libertés universellement reconnus qui reconnaissent à chaque citoyen la liberté de se réunir, de s'exprimer de manifester dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

8) C'est à ce titre que le mouvement *Mitsangana ry Malagasy* a demandé l'autorisation à la Commune urbaine d'Antananarivo d'utiliser le Stade couvert de Mahamasina pour un meeting politique pacifique prévu se tenir le 24 septembre dernier. Grande fut notre surprise lorsque des éléments de l'Emmoreg ont quadrillé le site tôt le matin et interdit son accès aux leaders du mouvement et aux citoyens venus les soutenir. Ces éléments des forces de l'ordre ont aussi pris soin de démonter les installations mises en place par les organisateurs (tribune, sièges, sonorisation, banderoles …) alors que cette réunion, en espace clos faut-il le préciser, a reçu une autorisation en bonne et due forme par la Commune urbaine d'Antananarivo selon la réglementation en vigueur.

Soamahamanina, 22 septembre 2016. Perline, paysanne, blessée par les éclats d'une bombe lacrymogène. Elle ne demandait qu'à protéger la terre de ses ancêtres; où elle vit, travaille et mourra, face à des envahisseurs étrangers pilleurs et pollueurs
Cela, avec l'aval d'un régime utilisant les forces de l'ordre comme des milices armées

9) Par ailleurs, des citoyens qui manifestent pour défendre leurs droits sur leurs terres sont durement réprimés à Soamahanina (VIDEO ICI). Leurs principaux leaders ont été arrêtés et jetés en prison pour des motifs fallacieux. De plus, un des dirigeants du MAPAR, M. Augustin Andriamananoro, natif de ce lieu-dit, s'étant exprimé sur la question sur une chaîne de télévision de la capitale a, dès sa sortie du plateau du journal télévisé, été poursuivi par des éléments de la police politique du Président de la République si bien qu'il a été obligé de revenir sur le plateau pour alerter l'opinion de cette arrestation illégale, les représentants de l'autorité publique n'ayant pas eu de mandat d'arrêt à son encontre.

10) Ces situations ont encore une fois prouvé les abus du régime Rajaonarimampianina et de son refus de respecter la Constitution et la pluralité démocratique qui ont inspiré ses géniteurs.

11) Force est alors de constater que le Président Rajaonarimampianina n'a rien d'un démocrate. Il a toujours agi en despote en abusant de son pouvoir pour instaurer un climat de terreur à l'encontre de ceux qui osent s'opposer à ses desseins même ceux qui essaient de défendre leurs droits en les jetant en prison ou en les poursuivant en justice. Voici quelques exemples significatifs de ces harcèlements: arrestations et emprisonnement des leaders syndicaux d'Air Madagascar, de la JIRAMA, des Greffiers, des enseignants FRAM, des étudiants malagasy ; mandat d'arrêt sans l'avis du Bureau du Sénat pour le Sénateur Lylison (MAPAR); interdiction de sortie du territoire pour la députée Lanto Rakotomanga (MAPAR); arrestation et emprisonnement des membres de la famille de la députée NINA (MAPAR); enlèvement et séquestration de l'ancien Chef de région Haute Matsiatra à Fianarantsoa; saccage de la station radio et télévision VIVA appartenant à SEM. Andry Rajoelina à Fianarantsoa …

12) En somme, l'histoire a toujours démontré que tous les dirigeants qui ont essayé d'instaurer un régime dictatorial à Madagascar ont toujours fini par être emportés par la colère des citoyens d'une façon ou d'une autre.

13) Aussi, afin d'éviter que l'histoire ne se répète, nous tenons à attirer l'attention des honorables membres de la communauté internationale à constater la fragilité du processus démocratique dans la Grande Ile car tous les voyants sont maintenant au rouge et les

exhortons à faire entendre raison au Président Rajaonarimampianina afin qu'il ne finisse pas comme tous les Présidents élus depuis le retour de l'indépendance.

14) Sans cela, Madagascar court inévitablement vers une énième crise.

Antananarivo, le 27 septembre 2016

Les membres du bureau politique du MAPAR